



# POUR LE RESPECT DES LOIS REPUBLICAINES

## Notes récentes

Affaires sensibles

Merci de votre soutien, la  
Playmate a gagné la...

GARDE A VUE LES  
DECLARATIONS DE  
SEPTEMBRE DE...

CA A BOUGE CET ETE SUR LA  
PROCEDURE PENALE ET...

IL EST GRAND, IL ET BEAU, IL  
EST FORT ... ET IL...

EH OUI ON REVIENT !

Vaccins anti-H1N1 et  
narcolepsie : six cas...

les puces arrivent nous serons  
tous vacciné...

HISTORICUS NOSTRADAMUS  
: le mystère reste entier !

Bientôt la rentrée et les dossiers  
chauds de...

## Liens amis

Bien vivre

Chambres d'Hôtes

<http://www.4c-btp.org/>

Legifrance

SOS JUSTICE

Sport

03.10.2010

Affaires sensibles

**L'affaire Woerth-Bettencourt affole les boussoles judiciaires. Lundi 27 septembre, la justice a livré le spectacle inédit d'un affrontement au sommet de la hiérarchie du parquet, entre Jean-Louis Nadal, procureur général près la Cour de cassation, et Philippe Courroye, procureur de Nanterre. Alors que M. Nadal avait recommandé l'ouverture d'une instruction, confiée à un juge indépendant, mettant ainsi implicitement en doute l'impartialité de M. Courroye, qui conduit l'enquête, ce dernier lui a opposé une cinglante fin de non-recevoir. Le poids moral de la plus haute autorité du parquet français n'y a rien fait : qu'importe que l'image de la justice en sorte abîmée, l'affaire Woerth-Bettencourt est une nouvelle démonstration de la gestion partisane, par le pouvoir, des affaires sensibles.**

## SUR LE MÊME SUJET

 **Editorial du "Monde" "Le Monde",  
l'Elysée et la liberté d'informer**

**Eclairage De l'affaire de la "rumeur" à celle  
du "Monde", jusqu'ou va la sûreté de l'Etat**

**Réactions L'Elysée dément, le PS évoque  
"un Woerthgate"**

**RÉACTIONS DES ABONNÉS DU MONDE.FR**

**Tête à claques :**

«

**République de Sarkozy, république  
pourrie...**

☐ **Découvrez les 4 réactions**

Dès le début de ce dossier hors norme, qui mêle intérêts privés et politiques, conflit familial et affaire d'Etat, le ministère public, placé sous la tutelle de l'exécutif, a mis la main sur les investigations. M. Courroye avait déjà conduit l'enquête sur les soupçons d'abus de faiblesse au préjudice de Liliane Bettencourt - au'il a finalement

## Rechercher

Ok

## Archives

lun 27 sep - dim 03 oct

lun 23 aoû - dim 29 aoû

lun 16 aoû - dim 22 aoû

lun 02 aoû - dim 08 aoû

lun 26 jui - dim 01 aoû

lun 19 jui - dim 25 jui

lun 12 jui - dim 18 jui

lun 05 jui - dim 11 jui

lun 28 jun - dim 04 jui

lun 21 jun - dim 27 jun

Toutes les archives

RSS VALIDATED

ATOM 1.0

## Newsletter

email

☒ M'inscrire

☐ Se désinscrire

Envoyer

[respectdeslois@free.fr](mailto:respectdeslois@free.fr)

## twitter



twitter

Join the conversation

classée sans suite. Il s'est immédiatement saisi de la bombe politique qu'a constituée, mi-juin, la révélation des écoutes clandestines au domicile de la milliardaire. Réputé proche de Nicolas Sarkozy - le Conseil supérieur de la magistrature avait désapprouvé sa nomination au poste de procureur de Nanterre -, M. Courroye ouvre rapidement quatre enquêtes préliminaires, qu'il conserve sous son contrôle strict. Le premier objectif est rempli : garder au secret les investigations - seule une poignée de personnes, policiers, magistrats et membres de l'exécutif, a accès au dossier. En d'autres temps, une telle affaire, qui met directement en cause un ministre de la République, aurait évidemment été confiée à un juge d'instruction, magistrat du siège indépendant, dont la carrière n'est en rien fonction de l'exécutif. Mais c'était avant l'accession de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République, et sa volonté de contourner systématiquement toute enquête indépendante. Depuis 2007, aucune affaire sensible, en dehors des procédures criminelles ou terroristes, n'échappe à la vigilance des magistrats du parquet, dont l'avancement dépend du pouvoir. Comme son homologue du tribunal de Paris, Jean-Claude Marin, qui avait gardé sous contrôle les investigations visant le socialiste Julien Dray, M. Courroye anticipe la réforme de la procédure pénale du chef de l'Etat, qui a programmé la disparition du juge d'instruction. Au risque de faire fi des droits fondamentaux de la défense, que l'enquête préliminaire exclut totalement. Ancien juge d'instruction, M. Courroye ne peut l'ignorer : il n'y a que l'information judiciaire qui offre des garanties procédurales conformes aux règles d'une procédure équitable. Le parquet dispose certes d'outils pour enquêter de façon quasi équivalente au juge d'instruction. Mais, lors de ces investigations, la défense n'a aucun accès au dossier. Seule l'instruction permet un débat contradictoire entre le juge et la personne mise en cause et un exercice effectif des droits de la défense. Mais il est vrai que cette voie procédurale présente un inconvénient de taille : elle peut déboucher sur une mise en examen, cette "tache" qui a conduit plus d'un ministre à démissionner. Il n'est qu'à voir le peu d'empressement de l'avocat du ministre du travail face à l'hypothèse d'une saisine du juge d'instruction : le mis en cause Eric Woerth préfère sans doute la discrétion de l'enquête préliminaire à l'inconfort d'une procédure menée par un juge indépendant. Le prix à payer en termes symboliques est redoutable pour le pouvoir. Refuser l'ouverture d'une enquête confiée à un juge indépendant, c'est en effet accréditer la suspicion d'une justice aux ordres.

tournée vers la protection des intérêts des puissants. De ce point de vue, le refus de la garde des sceaux, Michèle Alliot-Marie, de donner suite à l'interpellation du procureur général de la Cour de cassation est éloquent. Car il suffirait d'une volonté politique pour obliger le procureur Courroye à se dessaisir au profit d'un juge indépendant. Au nom de la soumission du parquet à l'exécutif, la ministre de la justice a en effet le pouvoir de donner des instructions individuelles de poursuite dans les dossiers particuliers - ce qu'elle a d'ailleurs fait à au moins quatre reprises depuis son arrivée Place Vendôme.

Sans doute M<sup>me</sup> Alliot-Marie juge-t-elle plus prudent de se tenir à distance d'une procédure qui étouffe sous le poids du soupçon. Conduite par des magistrats et des policiers proches de la majorité, dans un climat d'obsession du secret - jusqu'à faire traquer, par le contre-espionnage, l'origine de "fuites" publiées dans *Le Monde* -, l'affaire Woerth-Bettencourt constitue un précédent grave dans la conduite des affaires judiciaires. Car que dire d'un Etat qui organise les moyens d'étouffer un dossier en contournant la possibilité d'une enquête indépendante ? Peut-on considérer qu'il satisfait encore aux critères d'une justice moderne et impartiale ? A l'heure du bilan, il ne faudrait pas que l'affaire Woerth-Bettencourt ait le goût amer des pires renoncements.b

16:21 | [Lien permanent](#) | [Trackbacks \(0\)](#) | [Envoyer cette note](#) |  |   
[del.icio.us](#) |  [ADD THIS](#) |  [Digg](#) |  [Facebook](#)

---

**30.09.2010**

---

**Merci de votre soutien, la Playmate a gagné la 1ère manche**

Vous vous rappelez, la Playmate, Marie-France Terras

Vous vous souvenez de son combat pour la liberté

Vous aviez noté le fort soutien de l'ADDFALISCO

cette association qui soutient la liberté scolaire

eh bien respectdeslois est heureuse de vous annoncer

qu'elle a gagné

oui, elle a gagné la 1ère manche

on a reconnu qu'elle n'était pas martyrisée

qu'elle parle bien, écrit bien, est cultivée,

bien dans ses baskets

rien à dire pour son éducation

pourtant elle ne va plus à l'école de la république

depuis des années

écoles d'Etat ou sous contrat

elle ne connaît pas depuis des années

c'est sa maman chérie qui lui a fait l'école à la maison

l'inspecteur d'académie de Pau






a voulu la mettre de force dans une école publique

c'est .....RATE !!!!!

merci l'ADDFALISCO

DONT VOUS TROUVEREZ L ADRESSE ET LES CORDONNEES

dans nos archives en tapant ADDFALISCO

01:09 | [Lien permanent](#) | [Trackbacks \(0\)](#) | [Envoyer cette note](#) |  |   
[del.icio.us](#) |  |  [Digg](#) |  [Facebook](#)

---

**28.09.2010**

---

## **GARDE A VUE LES DECLARATIONS DE SEPTEMBRE DE MAM - ALLIOT MARIE**

**Michèle Alliot-Marie a annoncé mardi que les avocats  
pourraient être présents tout au long des gardes à vue. Si la  
mesure ne devrait pas poser de problème à Paris, il en va  
autrement dans le reste de la France.**

---

La victoire n'est pas totale. Malgré la satisfaction d'être, à l'avenir, [présents dès la première heure de la garde à vue](#), et tout au long des auditions de leurs clients, les avocats expriment au lendemain de l'annonce faite par Michèle Alliot-Marie une série de doutes.

C'est d'abord la rédaction même du nouveau texte qui les inquiète. Les représentants des barreaux s'interrogent sur la possibilité laissée aux enquêteurs de demander au procureur de repousser l'arrivée de l'avocat à la douzième heure de la garde à vue «en raison des nécessités de l'enquête». «C'est une définition extrêmement large», regrette Thierry Wickers, président du Conseil national des barreaux. «Malgré une avancée considérable sur le plan des principes, une forme de défiance vis-à-vis des avocats persiste - comme si ceux-ci allaient être les complices de leurs clients - qui n'est pas loin d'être injurieuse pour nous...», renchérit Jean-Yves Le Borgne, vice-bâtonnier de Paris.

## **Difficultés de mise en œuvre**

La Chancellerie, contrainte de revoir sa copie sur la réforme de la garde à vue [en raison de la censure du Conseil constitutionnel](#), s'est en effet limitée à coller aux recommandations des Sages. Ainsi, le rôle des avocats dans les premiers pas de l'enquête est également restreint par la création de «l'audition libre», procédure plus légère que la garde à vue mais dans laquelle les robes noires n'interviennent pas. Une large partie des avocats craint donc qu'en pratique, les portes des commissariats ne leur soient qu'entrouvertes.

Toutefois, les bâtonniers, eux, s'attaquent déjà aux difficultés concrètes de mise en œuvre de la réforme. Bien qu'encadrée, l'intervention des avocats sera quand même beaucoup plus importante qu'elle ne l'était auparavant. Alors qu'ils n'apparaissent qu'une demi-heure au tout début de la garde à vue - avec un rôle qu'ils qualifient eux-mêmes de «figuration» -, les représentants de la défense pourront désormais assister à toutes les auditions de leur client. Autant dire que le nombre d'avocats de permanence dans l'ensemble des juridictions va devoir sérieusement augmenter: les avocats intervenant en garde à vue sont majoritairement des avocats commis d'office. Le Conseil de l'ordre de Paris, qui regroupe près de la moitié des avocats de France, ne rencontre pas de difficulté pour remplir ses tableaux de permanence, au contraire. Mais ce n'est pas le cas, loin de là, de l'ensemble des barreaux de province. «Actuellement, soutient un sénateur UMP qui est également avocat, la profession n'est pas à même d'assurer une telle assistance à toutes les personnes mises en cause. Je vois bien comment cela se passe dans ma circonscription...» «Avocat, ce n'est pas un métier, c'est une fonction, rétorque Alain Pouchelon, président de la Conférence des bâtonniers, qui réunit l'ensemble des barreaux de province. Les barreaux se sont battus pour cette réforme, ils s'engagent à la mettre en œuvre.»

### «Mutualiser les moyens»

Pour être présents à toute heure dans les lieux de garde à vue, disséminés à travers le territoire, «il faudra probablement que certains barreaux mutualisent leurs moyens», explique Pascal Eydoux, auparavant à la tête des barreaux de province. Et même, avance-t-il, qu'ils réfléchissent à une nouvelle organisation. L'idée d'instaurer des services de permanenciers salariés et dédiés à temps plein à cette mission est controversée dans la profession.

Ce matin, les représentants des barreaux doivent se rendre à la Chancellerie pour débattre de ces nouvelles modalités et... de leur financement. Actuellement, parmi les 300 millions que l'État consacre à l'aide juridictionnelle, un peu plus de 15 millions viennent financer la présence de l'avocat en garde à vue.

Le ministère table sur une baisse de 25% à 30% des mesures (avec une chute de 75 % des gardes à vue routières) qui devrait partiellement compenser le coût de l'intervention accrue des avocats.

### LIRE AUSSI :

» [Réforme de la garde à vue : un avocat dès la première heure](#)

# Garde à vue en droit français

Un article de Wikipédia, l'encyclopédie libre.

Aller à : [Navigation](#), [rechercher](#)



Pour les articles [homonymes](#), voir [Garde à vue](#) et [GAV](#).



Pour les autres articles nationaux, voir [Garde à vue \(droit\)](#).

## Procédure pénale |

### Fondamentaux

- [Sources](#) principales : [CEDH](#) · [Bloc de constitutionnalité](#) · [Code pénal](#)
- [Infractions](#) ([Liste](#)) : [Contravention](#) · [Délit](#) · [Crime](#)
- [Principes directeurs](#) : [Présomption d'innocence](#) · [Preuve](#) · [Légalité](#) · [Contradictoire](#)
- [Actions](#) : [civile](#) · [pénale](#)

### Acteurs

- [Enquêteurs](#) ([Grades](#)) : [OPJ](#) · [APJ](#) · [APJA](#)

### Déroulement de la procédure

#### Phase d'enquête

- [Enquête](#) : [Enquête préliminaire](#) · [Enquête de flagrance](#)
- [Enquêteurs](#) : [Procureur de la République](#) · [Gendarmerie nationale](#) · [Police nationale](#) · [Police municipale](#) · [Douanes](#) · [Garde champêtre](#) · [Garde particulier assermenté](#)

### Instruction

[Juge d'instruction](#) · [Mandat](#) · [Contrôle judiciaire](#) · [Détention provisoire](#) · [Juge des libertés et de la détention](#) · [Chambre de l'instruction](#)

- [Actions](#) : [Arrestation](#) · [Perquisition](#) · [Saisie](#) · [Expertise](#) · [Interrogatoire](#) · **[Garde à vue](#)**
- [Statuts du "mis en cause"](#) : [Témoign assisté](#) · [Mis en examen](#)
- [A venir](#) : [Collège de l'instruction](#)
- [Poursuite](#) ([opportunité](#))
- **[Procédures alternatives](#)** : [Rappel à la loi](#) · [Classement sous condition](#) · [Composition pénale](#) · [Médiation pénale](#) · [CRPC](#)

### Jugement

- **[Juridictions répressives](#)** : [Juge de proximité](#) · [Tribunal de police](#) · [Tribunal correctionnel](#) · [Cour d'assises](#)
- **[Modes de saisine](#)** : [Citation directe](#) · [Renvoi](#) : [juge d'instruction](#), [Chambre d'instruction](#) · [Comparution immédiate](#) · [Convocation par procès-verbal](#)
- **[Voies de recours](#)** : [Appel](#) · [Opposition](#) · [pourvoi en cassation](#) · [Demande de révision](#) · [Cour européenne des droits de l'homme](#)

### Exécution des peines

[Autorité de la chose jugée](#) · [Juge de l'application des peines](#)

Cette boîte : [voir](#) · [disc.](#) · [mod.](#)



### Portail Procédure pénale

En [droit pénal français](#), la **garde à vue** est le maintien à disposition d'une personne soupçonnée d'avoir commis ou tenté de commettre une [infraction](#), par les forces de [police](#) ou de [gendarmerie](#) dans le cadre d'une [enquête judiciaire](#). C'est une mesure privative de [liberté](#), d'une durée strictement limitée qui reste sous le contrôle permanent de l'[autorité judiciaire](#). Le fait de s'y soustraire constitue une [évasion](#), réprimée en tant que telle par le [Code pénal](#).

La garde à vue est régie notamment par les dispositions des articles 63 et suivants, 77, 154, 706-88 et 803-2 et suivants du [Code de procédure pénale](#).

Le [procureur de la République](#) « visite les locaux de garde à vue chaque fois qu'il l'estime nécessaire et au moins une fois par an » (art. 41 du CPP).

Le 30 juillet 2010, saisi dans le cadre d'une [Question Prioritaire de Constitutionnalité](#), le [Conseil constitutionnel](#) « a déclaré contraires à la Constitution les articles 62 (audition des personnes convoquées sans avocat), 63 (principe et modalités de la garde à vue), 63-1 (notification des droits), 63-4 (entretien limité avec un avocat : 30 mn max, pas d'accès à la procédure) et 77 (application de la garde à vue aux enquêtes préliminaires) du Code de procédure pénale »<sup>[1]</sup> avec application au 1<sup>er</sup> juillet 2011<sup>[2]</sup>.

## Sommaire

---

[\[masquer\]](#)

- [1 Placement en garde à vue](#)
  - [1.1 Qui a le pouvoir de mettre en garde à vue ?](#)
  - [1.2 Catégories de gardés à vue](#)
  - [1.3 Durée de garde à vue](#)
- [2 Statistiques](#)
- [3 Droits du gardé à vue](#)
  - [3.1 Information de l'infraction](#)
  - [3.2 Droit de faire prévenir une personne](#)
  - [3.3 Examen médical](#)
  - [3.4 Conditions physiques](#)
  - [3.5 Entretien avec un avocat](#)
- [4 Le formalisme de la garde à vue](#)
  - [4.1 Information du Procureur de la République](#)
  - [4.2 L'enregistrement de certaines gardes à vue](#)
  - [4.3 La rédaction d'un procès verbal de garde à vue](#)
- [5 Obligations légales](#)
- [6 Sortie de garde à vue](#)
  - [6.1 Sortie sans poursuite](#)
  - [6.2 Médiation pénale](#)
  - [6.3 Engagement des poursuites](#)
- [7 Recours](#)
- [8 Controverses](#)
- [9 Notes](#)
- [10 Voir aussi](#)
  - [10.1 Articles connexes](#)
  - [10.2 Bibliographie](#)

## Placement en garde à vue [\[modifier\]](#)

---

### Qui a le pouvoir de mettre en garde à vue ? [\[modifier\]](#)

Seul un [officier de police judiciaire](#) de la police nationale ou bien de la gendarmerie, conformément au Code de procédure pénale, dûment habilité par le [procureur général](#) auprès de la [Cour d'appel](#) a le pouvoir de placer en garde à vue : il doit être territorialement compétent. Il doit exister une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner l'intéressé d'avoir commis ou tenté de commettre une infraction punie d'une peine d'emprisonnement. Dès le début de la garde à vue, le procureur de la République doit être avisé immédiatement (généralement par un appel téléphonique ou encore au moyen du fax, et cela après avoir fait les avis légaux : la jurisprudence considère que sauf circonstance insurmontable un retard dans l'information donnée au procureur de la République constitue une irrégularité). Ce pouvoir grave - car privatif de liberté - est souvent méconnu du grand public. Toute vérification d'identité effectuée au poste à l'issue d'un [contrôle d'identité](#) ne peut



durer plus de 4 heures, sans se transformer en garde à vue. Par ailleurs, un [maire](#), bien qu'officier de police judiciaire, ne peut pas placer une personne en garde à vue. Le procureur de la République ou son représentant (le substitut) ne prend pas de mesure de garde à vue : en revanche, il est garant des [droits fondamentaux](#), et en vertu de l'[opportunité des poursuites](#) décide des suites à donner à cette mesure qu'il contrôle ainsi.

## Catégories de gardés à vue [modifier]

- **les majeurs** : toute personne peut être placée en garde à vue, s'il existe une ou plusieurs raisons plausibles de soupçonner qu'elle a commis ou tenté de commettre un [crime](#) ou un [délit](#) puni d'une peine d'emprisonnement.
  - le [témoin](#) est la personne à l'encontre de laquelle « *il n'existe aucun indice faisant présumer qu'elle a commis ou tenté de commettre une infraction* » (art. 62 du CPP). Il ne peut donc être retenu que le temps strictement nécessaire à son audition, sans garde à vue.
  - la garde à vue est **impossible** pour les [agents diplomatiques](#), les [ambassadeurs](#) et [consuls](#) ainsi que leur famille même si elle ne vit pas sous le même toit, les membres d'[organisations internationales](#), et enfin, le [Président de la République](#). C'est aussi le cas pour les [parlementaires](#) sauf en cas de flagrant délit ou si le Parlement vote la levée de l'[immunité](#).
- **les mineurs** : les règles varient selon leur âge.

L'article 4 de l'[ordonnance du 2 février 1945 sur l'enfance délinquante](#), récemment modifiée par la [loi Perben I](#) et [II](#), demeure le texte de référence.

- avant 10 ans : aucune mesure de garde à vue ou de rétention ne peut être prise
- de 10 à 13 ans : le mineur ne peut pas être placé en garde à vue, mais il peut être mis en retenue dans un local de police pour les nécessités de l'enquête après l'autorisation d'un magistrat et sous son contrôle en cas de [crime](#) ou de [délit](#) puni d'au moins 5 ans d'[emprisonnement](#) et pour une durée de 12 heures maximum renouvelable une fois (NB : avant la [loi Perben I](#) du [9 septembre 2002](#), cette retenue était de 10 heures au plus, renouvelable une fois, en cas de délit ou crime punissable d'au moins 7 ans d'emprisonnement). Cette mesure de rétention n'est possible que s'il existe des indices graves ou concordants laissant présumer que le mineur a commis ou tenté de commettre un crime ou un délit et après présentation de ce dernier devant le magistrat pour son renouvellement, sauf en cas de circonstances insurmontables.
- de 13 à 16 ans : la garde à vue est possible ; d'une durée de 24 heures, elle peut être prolongée de 24 heures si l'infraction commise est punie d'un emprisonnement supérieur ou égal à 5 ans. Le mineur doit obligatoirement être présenté préalablement au Procureur ou au Juge chargé de l'instruction.
- de 16 à 18 ans : les règles sont les mêmes que pour les majeurs à l'exception près que le mineur ne peut sortir de la garde à vue sans un membre de sa famille majeur.

## Durée de garde à vue [modifier]

- **Principe** : la durée maximum de la garde à vue est de **24 heures**, avec possibilité d'une prolongation de 24 heures supplémentaires, soit **48 heures maximum**. Cette prolongation doit être justifiée par les nécessités de l'enquête, en principe la prolongation est subordonnée à la présentation du gardé à vue



au [procureur de la République](#) ou d'un [juge d'instruction](#) suivant le cas, par exception, la décision écrite et motivée sans présentation préalable de la personne.

- *Régime dérogatoire* : depuis la [loi Perben II du 9 mars 2004](#), la garde à vue peut durer jusqu'à 96h (24+24+24+24 ou 24+24+48) pour un certain nombre d'infractions mentionnées à l'article 706-73 du code de procédure pénale :

- Crime de meurtre commis en bande organisée prévu par le 8° de l'article 221-4 du code pénal ;
- Crime de tortures et d'actes de barbarie commis en bande organisée prévu par l'article 222-4 du code pénal ;
- Crimes et délits de trafic de stupéfiants prévus par les articles 222-34 à 222-40 du code pénal ;
- Crimes et délits d'enlèvement et de séquestration commis en bande organisée prévus par l'article 224-5-2 du code pénal ;
- Crimes et délits aggravés de traite des êtres humains prévus par les articles 225-4-2 à 225-4-7 du code pénal ;
- Crimes et délits aggravés de proxénétisme prévus par les articles 225-7 à 225-12 du code pénal ;
- Crime de vol commis en bande organisée prévu par l'article 311-9 du code pénal ;
- Crimes aggravés d'extorsion prévus par les articles 312-6 et 312-7 du code pénal ;
- Crime de destruction, dégradation et détérioration d'un bien commis en bande organisée prévu par l'article 322-8 du code pénal ;
- Crimes en matière de fausse monnaie prévus par les articles 442-1 et 442-2 du code pénal ;
- Crimes et délits constituant des actes de terrorisme prévus par les articles 421-1 à 421-6 du code pénal ;
- Délits en matière d'armes et de produits explosifs commis en bande organisée, prévus par les articles L. 2339-2, L. 2339-8, L. 2339-10, L. 2341-4, L. 2353-4 et L. 2353-5 du code de la défense ;
- Délits d'aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irréguliers d'un étranger en France commis en bande organisée prévus par le quatrième alinéa du I de l'article 21 de l'ordonnance n° 45-2658 du [2 novembre 1945](#) relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;
- Délits de blanchiment prévus par les articles 324-1 et 324-2 du code pénal, ou de recel prévus par les articles 321-1 et 321-2 du même code, du produit, des revenus, des choses provenant des infractions mentionnées aux 1° à 13° ;
- Délits d'association de malfaiteurs prévus par l'article 450-1 du code pénal, lorsqu'ils ont pour objet la préparation de l'une des infractions mentionnées aux 1° à 14° ;
- Délit de non-justification de ressources correspondant au train de vie, prévu par l'article 321-6-1 du code pénal, lorsqu'il est en relation avec l'une des infractions mentionnées aux 1° à 15°.

- *nouvelle exception* : la garde à vue peut être encore prolongée et ainsi durer 6 jours :

- pour les besoins de l'enquête relative au terrorisme lorsqu'il y a un risque actuel d'actes de terrorisme (la menace doit être avérée et actuelle)

La garde à vue démarre généralement au moment de l'interpellation de l'individu par la Police ou au moment de sa présentation dans les locaux de Police. Cette mesure fait aussitôt l'objet d'un procès-verbal de notification de début de garde à vue et de notification des droits afférents. En cas de [flagrant délit](#) (puni d'une peine de prison) « toute personne a qualité pour en appréhender l'auteur et le conduire devant l'officier de police judiciaire le plus proche. » ([art. 73 CPP](#)). Dans ce cas, la garde à vue commence dès le moment où la personne est remise à l'OPJ .

Il y a eu 336 718 gardes à vue en 2001, 530 994 en 2006<sup>[3]</sup>. En 2007, il y a eu 562 083 gardes à vues. En 2008, il y a eu 577 816 gardes à vues, soit 1 % de la population française<sup>[4]</sup>. Ces chiffres sont en fait sous-évalués, comme le révèlent les 900 000 gardes à vue en 2009<sup>[5]</sup>. Une des raisons qui explique cette forte augmentation est que le nombre de gardes à vue est un des indices de performance d'un commissariat, poussant ainsi ses fonctionnaires au zèle<sup>[6]</sup>. Cette « performance » est corrélée à l'attribution aux fonctionnaires de police d'une « prime de résultats exceptionnels » (PRE) instaurée en 2004 par [Nicolas Sarkozy](#) alors [Ministre de l'Intérieur](#) dont le montant global est de 25 millions d'euros en 2010<sup>[7]</sup>.

## Droits du gardé à vue [\[modifier\]](#)

---

### Information de l'infraction [\[modifier\]](#)

La personne gardée à vue doit être informée de ses droits, de la nature de l'infraction sur laquelle porte l'[enquête](#), ainsi que de son droit, en cas de remise en liberté, de connaître la suite de la procédure auprès du [Procureur de la République](#).

- Si la personne est atteinte de surdité et qu'elle ne sait ni lire ni écrire, elle doit être assistée par un [interprète](#) en langue des signes ou par une personne qualifiée maîtrisant un langage ou une méthode permettant de communiquer avec les personnes malentendantes.
- La personne placée en garde à vue doit être immédiatement informée de ses droits. Toutefois, si elle n'est pas en mesure de comprendre ses droits (par exemple si elle est ivre), l'information lui sera donnée dès qu'elle sera en mesure de comprendre ce qui lui est notifié.
- Toute personne placée en garde à vue doit être informée de ses droits dans une **langue qu'elle comprend**, au moyen si besoin d'un imprimé préalablement à l'assistance d'un interprète qui sera requis par l'officier de police judiciaire.

### Droit de faire prévenir une personne [\[modifier\]](#)

Dans un délai de trois heures à compter du placement en garde à vue, la personne peut faire prévenir, par téléphone, une personne avec laquelle elle vit habituellement ou l'un de ses parents en ligne directe, l'un de ses frères et sœurs ou son [employeur](#) de la mesure dont elle est l'objet.

Si l'[officier de police judiciaire](#) estime, en raison des nécessités de l'enquête, ne pas devoir faire droit à cette demande, il informe sans délai le [procureur de la république](#) qui décide.

### Examen médical [\[modifier\]](#)

Selon l'[art. 63-3](#) du CPP, le gardé à vue peut se faire examiner à tout moment par un [médecin](#)    sa demande, mais également sur décision du procureur de la République (ou juge d'instruction), de l'officier de police judiciaire, ou d'un membre de sa famille. Le médecin requis doit mentionner sur son certificat médical si l'état de santé est compatible avec la mesure de garde à vue, y compris lors de l'éventuelle prolongation. Ce certificat médical doit être vers   au dossier. Pour un mineur de 16 ans<sup>[8]</sup>, cet examen est obligatoire<sup>[9]</sup>.

## Conditions physiques [modifier]

Selon l'article 803 du [code de procédure pénale](#), le [menottage](#) n'est pas automatique<sup>[10]</sup>.

La personne placée en garde à vue ne doit pas être frappée, [injurée](#), ou [humiliée](#), en respect du [Code de déontologie de la police nationale](#). Dans les cas ici présents, le placé en garde-à-vue ne peut répondre aux coups et aux [insultes](#) ; il peut déposer [plainte](#) (de préférence par lettre au procureur de la République plutôt qu'au commissariat).

« Sauf exceptions circonstanciées, les personnes gardées à vue doivent être alimentées avec des repas chauds, aux heures normales, et composés selon les principes religieux dont elles font état »<sup>[11]</sup>.

## Entretien avec un avocat [modifier]

Depuis la [loi du 4 janvier 1993](#), qui a mis le droit français en conformité avec la [Convention européenne des droits de l'homme](#), tout gardé à vue a droit à un [avocat](#)<sup>[12]</sup>. Selon l'[art. 63-4](#) du CPP, le gardé à vue peut en effet s'entretenir avec un [avocat](#) pendant 30 minutes, et cela, dès la première heure. Toutefois, l'avocat n'a pas accès au dossier<sup>[12]</sup>. Une [loi du 24 août 1993](#) repousse cet entretien à la 21<sup>e</sup> heure, avant que la [loi Guigou](#) de juin 2000 ne le permette dès le début de la garde à vue<sup>[12]</sup>.

L'entretien avec un avocat est toutefois qualifiée de « visite de courtoisie » par la profession : l'entretien dure une demi-heure maximum et est confidentiel (l'avocat ne peut rien répéter le concernant à l'extérieur). L'avocat explique ses droits au gardé à vue. Il peut faire des observations écrites, mais n'a pas accès au dossier et ne peut assister aux interrogatoires<sup>[13]</sup>.

Si la personne gardée à vue n'est pas en mesure de désigner un avocat ou si l'avocat choisi ne peut être contacté, elle peut demander qu'il lui en soit commis [un d'office](#) par le [bâtonnier](#) de l'[ordre des avocats](#).

En cas de prolongation de la garde à vue, il peut demander à ce que l'avocat revienne dès le début de cette mesure. L'avocat peut communiquer avec la personne gardée à vue dans des conditions qui garantissent la confidentialité. Il est informé de la nature et de la date présumée de l'infraction sur laquelle porte l'enquête.

Cependant, les policiers ne sont pas tenus d'attendre que le gardé à vue se soit entretenu avec un avocat, pour commencer leurs interrogatoires. Les policiers ne doivent que prévenir l'avocat désigné par l'intéressé, ou à défaut le bâtonnier.

Dans le cadre d'une commission rogatoire, il devra être informé que la mesure de garde à vue intervient dans ce type d'enquête. L'avocat ne peut pas prendre connaissance des pièces ni participer aux auditions, néanmoins, il peut remettre, à l'issue de l'entretien, des observations écrites qui sont jointes à la procédure.

La [loi Perben II](#) de 2004 a toutefois prévu des exceptions au droit d'avoir accès à un avocat, formulées à l'[art. 706-73](#):

- cet entretien de la première heure est porté à 48 heures pour les affaires concernant le [proxénétisme](#), d'[extorsion de fonds](#) aggravée, d'[association de malfaiteurs](#), de [vol en bande](#) organisée, et de [destruction](#)

- le premier entretien avec un avocat est porté à 72 heures si les affaires sont liées au [terrorisme](#) et au [trafic de stupéfiants](#).

L'arrêt *Salduz contre Turquie* de la [Cour européenne des droits de l'homme](#) (27 novembre 2008), en vertu duquel la Turquie a été condamnée pour violation de l'[article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme](#) (droit à un procès équitable), pourrait toutefois conduire à déclarer illégale l'absence d'avocat lors des gardes à vue <sup>[12],[14]</sup> et le 30 novembre 2009, le [Tribunal de Grande Instance](#) de Bobigny a prononcé une nullité de garde à vue en se fondant sur ce même article 6 de la Convention <sup>[15]</sup>.

Cependant, le ministère de la Justice, dans un argumentaire de novembre 2009, a estimé que la France se conformait à la Convention et que l'absence d'un avocat en garde à vue ne pouvait être un motif de nullité de celle-ci <sup>[16]</sup>.

L'arrêt *Dayanan contre Turquie*, rendu par la Cour européenne des droits de l'homme le 13 octobre 2009, a précisé sa jurisprudence relative à la garde à vue. La juridiction y réaffirme la nécessité pour une personne privée de liberté d'être assistée par un avocat, indépendamment des interrogatoires qu'elle subit. Cette décision énumère en outre les divers aspects du rôle de l'avocat pendant la garde à vue ; ainsi doit-il pouvoir, notamment, discuter de l'affaire, organiser la défense de son client, participer à la recherche des preuves, préparer les interrogatoires, soutenir la personne gardée à vue en détresse, ainsi que contrôler ses conditions de détention. L'arrêt est donc en contradiction avec le Droit français. <sup>[17]</sup>

En [décembre 2009](#), le site de la CEDH publie la requête, sur la base de l'article 6 de la Convention, de Boban Stojkovic contre la France et la Belgique <sup>[18]</sup>.

Suite à cet arrêt de la CEDH, outre la décision du TGI précitée, d'autres décisions ont eu lieu, certaines allant dans le sens de la jurisprudence de Strasbourg, d'autres contre. Ainsi, le [28 janvier 2010](#), le [tribunal correctionnel de Paris](#) a annulé 5 gardes à vue, déclarant dans son jugement :

« Cet entretien de trente minutes [avec un avocat] ne correspond manifestement pas aux exigences européennes. L'avocat ne peut remplir les différentes tâches qui sont le propre de son métier et dont quelques unes sont rappelées et énumérées par les arrêts récents de la Cour européenne. [...] Cette mission de spectateur impuissant est d'autant plus préjudiciable que la garde à vue constitue une atteinte majeure à la liberté individuelle, majorée par ses conditions matérielles et sa fréquence. Il appartient au juge français dont la mission essentielle, énoncée par la Constitution, est d'être la gardienne de la liberté individuelle, de faire respecter les principes du procès équitable, notamment dans cette composante essentielle que sont les droits de la défense. Il lui appartient également de faire prévaloir la Convention européenne, d'application directe en droit national. » <sup>[19]</sup>

En revanche, la [Cour d'appel de Paris](#) a validé le [9 février 2010](#) la garde à vue d'une personne mise en examen pour « trafic de stupéfiants » (une [perquisition](#) avait découvert chez lui une centaine de cachets d'ecstasy, une trentaine de grammes de haschich et une fiole de LSD), et qui avait été déférée devant le juge avant la fin des 72 heures de garde à vue et, par conséquent, avant d'avoir pu s'entretenir avec son avocat ainsi qu'il avait demandé <sup>[20]</sup>. La Cour considère notamment que :

« notre droit prévoit une intervention différée de l'avocat lorsque le gardé à vue est mis en cause pour certaines infractions relevant de la criminalité organisée, du

terrorisme, ou encore, comme en l'espèce, pour infraction à la législation sur les stupéfiants, ensemble d'infractions estimées d'une particulière gravité ;

Considérant, ainsi que le concède la défense, que ces restrictions ne sont pas contraires à l'article 6 paragraphe 3 de la Convention européenne des droits de l'homme et aux interprétations qu'en a fait la Cour Européenne de Strasbourg, qui admet les exceptions au principe de l'exercice du droit à un avocat, s'il est démontré, à la lumière des circonstances particulières de l'espèce, qu'il existe des raisons impérieuses de restreindre ce droit ;  
Considérant que la participation à un trafic de stupéfiants constitue une infraction particulièrement grave de par ses conséquences, entre autres, sur la santé publique, de telle sorte que les restrictions temporaires instituées poursuivent une préoccupation légitime, apparaissent proportionnées à l'objectif social, tel que voulu par le législateur ; et ne se montrent pas contraire au principe du procès équitable ;  
Considérant enfin qu'en l'espèce, la mise en examen de X n'a pas été uniquement fondée à partir de ses déclarations faites en garde à vue, mais aussi au regard d'autres indices graves ou concordants, tels les interceptions téléphoniques, les résultats positifs des perquisitions et les

déclarations des autres protagonistes, que dès lors le requérant, qui n'encourt pas le risque d'être condamné au vu de ses seules déclarations initiales recueillies en garde à vue, pourra bénéficier d'un procès équitable [20] ; »

### **Le formalisme de la garde à vue** [\[modifier\]](#)

---

La loi impose le respect de certaines formes pendant la garde à vue, ce formalisme garantie pour partie le respect des droits reconnus au gardé à vue.

### **Information du Procureur de la République** [\[modifier\]](#)

Le Procureur de la République doit être informé dès le début de la garde à vue.

### **L'enregistrement de certaines gardes à vue** [\[modifier\]](#)

Les [interrogatoires](#) des personnes gardées à vue pour un [crime](#) doivent faire l'objet d'un enregistrement audio-visuel, selon l'article 64-1 alinéa 1<sup>er</sup> du CPP, sauf si l'infraction relève de la criminalité organisée, ou si la [Cour pénale internationale](#) est compétente, sauf si le procureur de la République ordonne l'enregistrement (article 64-1 alinéa 7 du CPP). Cet enregistrement peut être consulté au stade de l'instruction ou du jugement, en cas de contestation sur la portée des déclarations recueillies pendant la garde à vue. Il ne peut l'être que sur accord d'un juge. Il n'est pas communicable, contrairement aux autres pièces de l'information. Il doit être détruit à l'expiration d'un délai de 5 ans, suivant la date de l'extinction de l'action publique.

### **La rédaction d'un procès verbal de garde à vue** [\[modifier\]](#)

À l'issue de la garde à vue, un [procès-verbal](#) de déroulement et fin de garde à vue doit être dressé. Il doit comporter :

- Motif de la garde à vue (indication de l'infraction) ;
- Jour & heure du début de la garde à vue ;
- Heure de levée de la mesure ;
- La durée des interrogatoires et repos ;
- Les heures auxquelles la personne a pu s'alimenter ;
- Le moment où la personne s'est vu notifier ses droits ;
- Mention des demandes faites par la personne pour exercer ses droits, et les suites données par la Police.

La personne doit émarger toutes ces mentions, le cas échéant, mention en est faite au PV.

En outre, certaines mentions doivent être portées sur le registre de garde à vue. Il s'agit d'un registre spécial devant être tenu dans tout local de police ou de gendarmerie. Sur ce registre doit apparaître :

- Date de début et de fin de la mesure ;
- Levée de la mesure ;
- Heure des repos ;
- Heures des interrogatoires.

La personne doit émarger ce registre. Il permet un contrôle a posteriori du déroulement des gardes à vue.

### Obligations légales [\[modifier\]](#)

---

En dehors des cas où la police/gendarmerie agit sur « [commission rogatoire](#) du [juge d'instruction](#) » ou en cas de crime ou de flagrant délit :

- le [citoyen](#) n'est pas tenu d'ouvrir sa porte aux enquêteurs ; non plus d'accepter une perquisition en enquête dite « préliminaire », qui requiert son assentiment exprès et manuscrit.
- le citoyen n'est pas obligé non plus de les suivre dans les locaux de la police.

Dans tous les cas de refus, le [procureur de la République](#) peut contraindre le citoyen par la [force publique](#). Concrètement, l'officier de police judiciaire demande une réquisition prise en application de l'article 78 du code de procédure pénale, par laquelle le procureur de la République, lui donne la possibilité de contraindre la personne à suivre les agents de la Force publique.

### Sortie de garde à vue [\[modifier\]](#)

---

À l'issue de la durée de la garde à vue, ou bien lorsqu'il est mis fin à la garde à vue avant le délai maximum autorisé, plusieurs possibilités peuvent se présenter.

### Sortie sans poursuite [\[modifier\]](#)

La personne est relâchée sans qu'aucune suite ne soit donnée à l'affaire l'ayant amené à être placée en garde à vue. Cette décision est prise par le [Procureur de la république](#) qui juge n'y avoir lieu à engager des poursuites (voir : [classement sans suite](#)). Le gardé à vue peut aussi être relâché pour que l'enquête se poursuive. La personne pouvant être replacée plus tard en garde à vue dans la limite des délais maximum. Ainsi en droit commun un homme ayant déjà fait 38 heures de garde à vue pourrait dans la même affaire être replacé en garde à vue pour une durée maximum de 10 heures.

Le procureur peut avant d'engager des poursuites décider d'organiser une **médiation pénale** qui, si elle échoue, peut l'amener à reprendre les poursuites. Dans le cas inverse, l'affaire sera close.

## Engagement des poursuites [modifier]

Lorsqu'il décide d'engager des poursuites, le **Procureur de la république** peut prendre l'une des mesures suivantes :

- ordonner le classement sans suite mais sous condition (voir : **classement sous condition**) ;
- relâcher la personne et renvoyer l'affaire en **composition pénale** ;
- relâcher la personne sans convocation devant le Tribunal mais celle-ci lui est adressée plus tard (voir : **citation directe**) ;
- relâcher la personne en lui remettant une **citation à comparaître** comprenant la date, l'heure et le lieu du procès, ainsi que les faits reprochés à la personne et les articles de loi correspondant à ces délits ;
- présenter la personne à un **juge d'instruction**. Cela est automatique en cas de poursuites pour **crime**. Dans le cas d'un délit, le procureur renvoie devant un juge d'instruction les affaires compliquées ou mettant en cause un grand nombre de personnes. Le juge décidera ensuite s'il y a lieu ou non d'ordonner la mise en **détention provisoire** (voir : **instruction**) ;
- déférer la personne au **parquet** : dans ce cas, la personne est présentée au procureur de la république qui lui fait connaître les faits qui lui sont reprochés et éventuellement recueille ses déclarations. Le procureur a toujours la possibilité, à ce stade, de classer l'affaire sans suite, de décider d'une médiation ou d'une composition pénale. Sinon, il peut
  - proposer la procédure de comparution par **reconnaissance préalable de culpabilité**
  - décider le renvoi devant le tribunal en **comparution immédiate**
  - décider le renvoi en comparution différée dans un délai compris entre dix jours et deux mois. Le procureur remet au prévenu une citation à comparaître avec les faits retenus, le lieu, la date et l'heure de l'audience (voir : **citation directe**). Il n'y a pas de détention provisoire possible mais éventuellement un **contrôle judiciaire**.

## Recours [modifier]

Le 22 janvier 2008, la cour d'appel de **Rennes** « a admis qu'il y avait eu dysfonctionnement de la justice » et a condamné l'État à verser à cinq demandeurs, dont Philippe Bonnet, des indemnisations allant de 1 500 € à 4 000 €, au motif que, s'agissant de « simples témoins », la durée de leur audition ne pouvait « excéder le temps d'une simple déposition, puisque ces personnes ne savaient pas ce qu'on leur reprochait et ne l'ont jamais su »<sup>[21],[22]</sup>. L'État ne s'étant pas pourvu en cassation contre cet arrêt rendu au bout de six ans et huit mois et demi de procédure, celui-ci est maintenant devenu définitif. L'avocat des demandeurs a annoncé une nouvelle demande d'indemnisation devant le tribunal de grande instance pour *durée abusive de la procédure*<sup>[23],[24]</sup>. Pour ce qui est de la garde à vue de Philippe Bonnet en juin 2000, l'État avait déjà été condamné en octobre 2007 par la cour d'appel d'Angers qui a jugé que « l'État de santé de monsieur Bonnet, sujet diabétique se présentant avec une surcharge pondérale majeure, devait, à raison de sa pathologie, faire l'objet d'une prise en charge particulièrement attentive qui ne pouvait se limiter aux examens



médicaux ponctuels qui ont été réalisés. Ceux-ci ne pouvaient dispenser les fonctionnaires d'une vigilance particulière et continue propre à éviter le malaise survenu pendant le cours d'une garde à vue dont, de surcroît, la durée excédait celle du droit commun, circonstance propice à un stress supplémentaire. Ces circonstances caractérisent une faute qui engage la responsabilité de l'État. » La Cour a accordé à Philippe Bonnet « une somme de 7 000 € à titre de dommages-intérêts » et « une somme de 2 000 € par application de l'article 700 du Nouveau code de procédure civile pour les frais exposés par lui et non compris dans les dépens. »<sup>[25]</sup>

## Controverses [\[modifier\]](#)

---

Leur nombre s'est fortement accru en France durant les [années 2000](#), atteignant 562 083 en [2007](#), soit 54,2 % de plus qu'en l'an [2000](#), celles de plus de 24 heures augmentant même de 73,8 % et celles motivées par une infraction au droit de séjour des étrangers subissant une escalade de 179 %. La [Commission nationale de déontologie de la sécurité](#) a déploré dans son rapport 2007 le fait que des gardes à vues aient été effectuées sans que les personnes retenues se soient vues signifier leurs droits, notamment dans le cas de mineurs<sup>[26]</sup>.

Selon [Human Rights Watch](#) la justice française utilise le délit d'«association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste»<sup>[27]</sup> pour placer, abusivement, de nombreux suspects en détention provisoire .

En [2009](#), la controverse sur la garde à vue continue alimenté par deux « sources » : un usage abusif de la garde à vue par les forces de l'ordre (garde à vue pour « outrage », garde à vue à l'encontre de simples témoins<sup>[28]</sup>) et par des accusations de non conformité de la garde à vue face à la [Convention européenne des droits de l'homme](#)<sup>[29]</sup>. En effet, par une décision en date du [27 novembre 2008](#), la [Cour européenne des droits de l'homme](#) a condamné la [Turquie](#) pour violation de l'article 6 de la Convention, en n'offrant pas au gardé à vue la possibilité d'obtenir l'assistance d'un [avocat](#) durant son interrogatoire<sup>[30]</sup>. Selon le bâtonnier de l'Ordre des avocats de [Paris](#), il est possible de s'appuyer sur cette décision pour annuler nombre de procédures en [France](#), beaucoup de gardes à vue se passant dans des conditions réprouvées par cet arrêt, notamment avec des interrogatoires réalisés en l'absence de l'avocat du gardé à vue. Cette analyse juridique est cependant contestée par la [Chancellerie](#) qui explique que l'article 63-4 du [Code de procédure pénale](#) prévoit le droit pour le gardé à vue de s'entretenir avec un avocat, et que l'absence effective de ce dernier durant les premières heures de la garde à vue est due à des motifs matériels (le temps, pour l'avocat, de se rendre sur place, par exemple)<sup>[31]</sup>. Le [28 janvier 2010](#), le [tribunal correctionnel](#) de [Paris](#) annule pourtant cinq gardes à vue en raison de l'absence d'avocat durant les interrogatoires (cette absence, selon le tribunal, compromettant les « droits de la défense » dont le respect est exigé par l'article 6 de la Convention), et en se basant sur l'arrêt précité de la Cour européenne des droits de l'homme<sup>[32]</sup>.

Le [13 janvier 2010](#), les sénateurs verts, soutenues par les sénateurs socialistes, déposent une proposition de loi portant réforme sur la garde à vue<sup>[33]</sup>.

Le [1<sup>er</sup> mars 2010](#), lors d'une audience de comparutions immédiates, les avocats ont profité de la réforme du [Conseil constitutionnel](#), en vigueur depuis ce même jour, pour utiliser une nouvelle procédure destinée à contrecarrer l'avant-projet de loi concernant la garde à vue sans leur assistance<sup>[34]</sup>.

## Notes [\[modifier\]](#)

---

1. ↑ « Gardes à vue : la victoire des avocats » [\[archive\]](#), Maître Eolas, 2 août

- 2010.
2. ↑ [Décision du Conseil Constitutionnel n° 2010-14/22 QPC du 30 juillet 2010](#) <sup>[[archive](#)]</sup>
3. ↑ *Le Canard enchaîné*, 7 février 2007, page 4
4. ↑ *La Documentation française : Criminalité et Délinquance constatées en France année 2008* <sup>[[archive](#)]</sup>
5. ↑ *Le nombre de gardes à vue largement sous-évalué* <sup>[[archive](#)]</sup>.
6. ↑ Émission *66 minutes*, M6, 21 décembre 2009.
7. ↑ « Des poulets aux œufs d'or », *Le Canard enchaîné*, 7 juillet 2010, p. 4.
8. ↑ « Un mineur de seize ans » est une personne âgée de moins de seize ans ; l'expression fréquemment employée « mineur de moins de seize ans » est donc un **pléonasme**.
9. ↑ <http://vosdroits.service-public.fr/F1469.xhtml> <sup>[[archive](#)]</sup>
10. ↑ [Article 803 du code de procédure pénale](#) <sup>[[archive](#)]</sup>
11. ↑ Le ministre de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales, « Instructions relatives à la garantie de la dignité des personnes placées en garde à vue », 11 mars 2003 : texte intégral en ligne en annexe de : ministère des Solidarités, de la Santé et de la Famille, *Texte de recommandations (version longue) de la conférence de consensus « Intervention du médecin auprès des personnes en garde à vue »* <sup>[[archive](#)]</sup>, Paris, 2 et 3 décembre 2004, p. 36-39
12. ↑ <sup>a, b, c et d</sup> *Maître Eolas, Les procédures pénales d'exceptions vivent-elles leurs dernières heures ?* <sup>[[archive](#)]</sup>, 13 juillet 2009
13. ↑ <http://www.lemonde.fr/societe/article/2009/11/18/les-avoc...> <sup>[[archive](#)]</sup>
14. ↑ Chloé Leprince, *Justice : les gardes à vue sans avocat, bombes à retardement* <sup>[[archive](#)]</sup>, *Rue 89*, 2 octobre 2009
15. ↑ pdf <sup>[[archive](#)]</sup>.
16. ↑ *Argumentaire sur l'absence d'un avocat en garde à vue* <sup>[[archive](#)]</sup>, *Maître Eolas*, 13 décembre 2009.
17. ↑ <http://www.netlexfrance.com/17/11/2009/les-gardes-a-vue-e...> <sup>[[archive](#)]</sup>
18. ↑ *Requête* <sup>[[archive](#)]</sup>.
19. ↑ *Cinq garde à vue annulées par le tribunal correctionnel de Paris* <sup>[[archive](#)]</sup>, blog de *Maître Éolas*, 6 février 2010.
20. ↑ <sup>a et b</sup> S. Lavric, *Garde à vue : absence d'avocat validée par la cour d'appel de Paris* <sup>[[archive](#)]</sup>, Dalloz Actualités, 16 février 2010, et lien vers jugement (Paris, Pôle 7, Ch. 5, 9 févr. 2010)
21. ↑ « Ouest-France », vendredi 25 janvier 2008, « L'État devra indemniser des autonomistes bretons » et « *Le Télégramme* », jeudi 24 janvier 2008, « Attentats. La Justice de l'État jugée défailante », [1] <sup>[[archive](#)]</sup>
22. ↑ Arrêt de la Cour d'Appel de Rennes, *Cour d'Appel de Rennes 22 janvier 2008*
23. ↑ *L'État condamné pour des gardes à vue abusives de militants bretons*, *Agence France-Presse*, 14 mai 2008
24. ↑ *Gardes à vue abusives : l'État condamné*, *Ouest-France*, page *Bretagne*, 14 mai 2008
25. ↑ Arrêt de la Cour d'Appel d'Angers, *Cour d'Appel d'Angers 17 octobre 2007*
26. ↑ *Le nombre de gardes à vue a explosé en sept ans*, Isabelle Mandraud et Alain Salles, *Le Monde*, 23 avril 2008
27. ↑ *Détention abusive de nombreux suspects.* <sup>[[archive](#)]</sup>
28. ↑ <http://france-info.com/chroniques-le-plus-france-info-200...> <sup>[[archive](#)]</sup>
29. ↑ <http://www.maitre-eolas.fr/post/2009/11/22/Les-gardes-%C3...> <sup>[[archive](#)]</sup>
30. ↑ « Le système de garde à vue français contraire aux droits de l'Homme » <sup>[[archive](#)]</sup>, *NouvelObs.com*, mis en ligne le 28 octobre 2009
31. ↑ « Les gardes à vue sont toutes "illégalés" » <sup>[[archive](#)]</sup>, *NouvelObs.com*, mis en ligne le 21 novembre 2009
32. ↑ « Cinq gardes à vue annulées pour non-respect des droits de la défense » <sup>[[archive](#)]</sup> *NouvelObs.com*, mis en ligne le 6 février 2010
33. ↑ *Proposition de loi portant réforme de la garde à vue* <sup>[[archive](#)]</sup>, Sénat, 13 janvier 2010
34. ↑ "La garde à vue en ligne de mire", Jean-Pierre Thiollet, *France Soir*, 2 mars 2010

**Voir aussi** <sup>[[modifier](#)]</sup>

---

**Articles connexes** <sup>[[modifier](#)]</sup>

- Détention provisoire
- Officier de police judiciaire
- Parquet
- Ministère public

**Bibliographie** <sup>[[modifier](#)]</sup>

- Christophe Mercier, *Garde à vue : une histoire vécue*, Paris, éditions Phébus, 30 p

## IL EST GRAND, IL ET BEAU, IL EST FORT ... ET IL GAGNE

Et il vient d'obtenir une belle jurisprudence.

En effet, il est possible, dans certains cas,

de faire appel HORS DELAIS !!!!!

Bon, patience, nous vous mettons bientôt en ligne cette jurisprudence INEDITE.

Merci, JEAN-CHARLES !

**27.09.2010**

---

## EH OUI ON REVIENT !

respectdeswlois était en enquête.

et revient les bras chargés de dossiers

que du droit

du droit pur

nous vous l'avions annoncé

et voilà c'est pour bientôt les dossiers chauds

1 2 3 4 5 6 7 8 [Page suivante](#)